

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 9 novembre 2023

Nos réf. : SAU/NC/MT n° 23-535

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **LACOSTE OPÉRATIONS**

**25, Rue Jules Didier  
10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS**

Code AIOT : 0005702108

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 mars 2023 dans l'établissement LACOSTE OPÉRATIONS implanté 25, Rue Jules Didier 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 21 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a trois objectifs principaux :

- permettre de faciliter l'instruction du porter-à-connaissance du 28/11/2022 ;
- faire un point sur le terrain sur les actions de dépollution de la nappe au chlorure de vinyle menées par l'exploitant.

La visite d'inspection s'inscrit également dans une action menée par l'unité départementale sur l'usage des solvants chlorés dans le secteur de TROYES.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LACOSTE OPÉRATIONS
- 25, Rue Jules Didier 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LACOSTE OPÉRATIONS (anciennement DEVANLAY LACOSTE) est spécialisée dans la teinture et les apprêts sur des textiles en coton. L'établissement est un site dit « de production intégrée » qui fabrique des polos à partir de fils neufs. Les trois grandes étapes de production sont le tricotage, la teinture et la confection. Les produits textiles issus de la fabrication sont destinés au marché sous la marque LACOSTE.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Instruction du porter à connaissance du 28/11/2022
- Action COHV
- Rétentions
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Propreté de la chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 17	/	Lettre de suite préfectorale
2	Rétentions	AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale
3	Rubrique 2910	Arrêté Préfectoral du 24/02/1987, article 2, modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/03/2019	/	Arrêté préfectoral complémentaire

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des non-conformités sur les rétentions du site ainsi que sur l'état de propreté de sa chaufferie.

Par ailleurs, elle a permis de mener à terme l'instruction du porter à connaissance déposé par l'exploitant le 28 novembre 2022 et de conclure au caractère non-substantiel de ce dernier.

En dehors des fiches de constats dont les détails sont fournis ci-dessous, l'inspection des installations classées note que l'exploitant déclare ne pas utiliser de perchloroéthylène sur son site. Par ailleurs, dans le cadre d'une pollution du site aux solvants chlorés identifiée par l'exploitant, une action de dépollution est actuellement menée. Cette action repose sur l'excavation des terres polluées ainsi que sur l'injection dans les sols de fer zéro valent (déchloration réductive biologique).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Propreté de la chaufferie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. [...]
<b>Constats :</b> Les locaux contenant la nouvelle chaudière de l'installation ne sont pas maintenus propres : la présence des éléments suivants sont constatés dans ces derniers : <ul style="list-style-type: none"><li>- feuilles mortes sèches au sol ;</li><li>- palettes en bois ;</li><li>- plastiques d'emballage ;</li><li>- fonds de palettes en aggloméré.</li></ul>
<b>Observations :</b> En raison du risque incendie qu'engendre la présence des éléments combustibles constatés dans les locaux de la chaufferie, qui ont pour origine un manque d'entretien des locaux et une absence d'évacuation de déchets, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète de l'Aube de rappeler fermement à l'exploitant la présente prescription. A noter que l'obligation de propreté imposée par le présent arrêté ministériel (associé au régime de l'enregistrement) sera également obligatoire une fois le régime de déclaration acté pour la chaudière (paragraphe 3.4 de l'annexe I de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 2 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/05/2010, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li></ul> [...] Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.
<b>Constats :</b> La majeure partie des produits stockés sur site sont placés sur rétention. Cependant, lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- des produits placés sur chariot à l'arrêt ;</li><li>- des produits dans la zone de stockage de déchets. L'exploitant déclare que les produits stockés dans la zone de déchets ont pour vocation à être injectés dans les sols pour traiter la pollution aux solvants chlorés du site (fer 0 valant) ;</li><li>- certaines rétentions paraissent inadéquates en raison de leur faible largeur, qui ne permettrait pas de contenir les fuites en cas de perte d'étanchéité latérale des stockage. Certains bidons sont par ailleurs mal installés sur ces rétentions.</li></ul>
<b>Observations :</b> Il est proposé une lettre de suite préfectorale pour rappeler fermement à l'exploitant la présente prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### N° 3 : Rubrique 2910

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1987, article 2, modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/03/2019			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
2910-A1	Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse 1. Supérieure ou égale à 20 MW	E	Chaudière vapeur LNTA 33 = 9,1 MW, Chaudière vapeur LNTA 34 = 10,5 MW, Rame 289 = 6 x 325 kW, Rame 330 = 6 x 325 kW, Séchoir 280 = 3 x 608 kW, Séchoir 320 = 5 x 350 kW, Séchoir 406 = 3 x 325 kW, Ballon eau chaude = 1 x 1 624 kW.  <b>Total = 29,67 MW</b>
<b>Constats :</b> Dans son porter-à-connaissance du 28 novembre 2022, l'exploitant déclare que dans le cadre d'un renouvellement de ses machines de combustion, la puissance totale d'équipements relevant de la rubrique 2910-A-1 installée sur site sera abaissée à 14,833 MW. Il demande par conséquent à passer cette rubrique sous le régime de la déclaration, tout en bénéficiant de l'antériorité acquise par les précédentes machines concernant les dispositions constructives applicables aux installations de combustion. L'instruction du porter-à-connaissance détaillée en partie 3 du présent rapport a permis de conclure au caractère non-substantiel de cette modification.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté préfectoral complémentaire			

### 3) Instruction du porter-à-connaissance du 28/11/2022

#### Présentation du porter-à-connaissance :

Le porter-à-connaissance déposé par l'exploitant vise le remplacement des deux chaudières existantes, ainsi que le remplacement d'une rame et d'un séchoir, pour des modèles moins puissants. Cette modification impacte le régime des installations de combustion classées sous la rubrique ICPE 2910, qui passe du régime de l'enregistrement au régime de la déclaration. Les caractéristiques des modifications sont rappelées ci-dessous :

Rubrique		Activité et classement actuels		Activité et classement projetés	
N°	Intitulé	Nature de l'installation Capacité actuelle de l'activité	Régime Actuel	Nature de l'installation Capacité projetée de l'activité	Régime projeté
2910-A1	Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse 1. Supérieure ou égale à 20MW E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW DC	Chaudière vapeur LNTA 33 : 9,1 MW Chaudière vapeur LNTA 34 : 10,5 MW Rame 289 : 6 x 325 kW Rame 330 : 6x325kW, Séchoir 280 : 3x608kW Séchoir 320 : 5 x 350 kW, Séchoir 406 : 3 x 325 kW Ballon eau chaude : 1 x 1 624 kW, Total = 29,67 MW	E	Chaudière vapeur LNTA 33 : <b>3,24MW</b> Chaudière vapeur LNTA 34 : <b>3,24MW</b> Rame 289 : <b>1,2MW</b> Rame 330 : 6x325kW, Séchoir 280 : <b>0,854MW</b> Séchoir 320 : 5 x 350 kW, Séchoir 406 : 3 x 325 kW Ballon eau chaude : 1 x 1 624 kW, Total = <b>14,833MW</b>	DC

A noter que l'exploitant demande à bénéficier d'un droit d'acquis concernant les dispositions constructives des bâtiments accueillant ses installations.

#### Analyse réglementaire :

Pour déterminer si les aménagements projetés constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;
2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement (abrogé) ;
3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Il est donc nécessaire de déterminer si les modifications demandées sont de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

## Analyse technique

Dans la mesure où l'exploitant réduit la puissance de ses installations, les risques associés s'en retrouvent réduits.

Concernant la demande de prise en compte de l'antériorité des installations pour les dispositions constructives, l'inspection des installations classées note que l'arrêté ministériel applicable aux installations de combustion (arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910) précise au point 1.6 de l'annexe I que, pour les installations déclarées avant le 01/01/1998, « *les dispositions des points 2.1 à 2.5, « 2.6 (3e alinéa), » 2.11 et 2.15 de la présente annexe ne s'appliquent pas en cas de remplacement d'appareils de combustion ou de modification si elles concernent des dispositions constructives* ».

Pour rappel, ces points visent les dispositions associées aux thématiques suivantes :

- 2.1 : règles d'implantation ;
- 2.2 : intégration dans le paysage ;
- 2.3 : interdiction d'activité au dessus des installations ;
- 2.4 : comportement au feu des bâtiments ;
- 2.5 : accessibilité ;
- 2.6 (3e alinéa) : débouché en cas de ventilation mécanique ;
- 2.11 : issues ;
- 2.15 : aménagement particulier (communication entre la chaufferie et d'autres locaux).

A noter que si les chaudières sont clairement identifiées depuis l'autorisation du site en 1987 (sous la rubrique ICPE 153 bis 1°), la rame et le séchoir ne sont, pour leur part, clairement identifiés que depuis la signature de l'APC de 2019.

## Conclusions et propositions de l'inspection des installations classées :

Considérant la modification comme étant non-substantielle, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète de l'Aube d'accepter la modification demandée.

Un projet d'APC, joint au présent rapport, est rédigé en ce sens.

Pour les chaudières, ce projet d'arrêté précisera que les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé sont applicables en tenant compte du fait que les installations étaient autorisées avant le 01/01/1998.

Concernant le séchoir et la rame, l'exploitant est invité à faire remonter à l'inspection des installations classées tout élément permettant d'attester, le cas échéant, que ces équipements peuvent bénéficier des prescriptions aménagées du fait de leur antériorité. A défaut de démontrer que ces équipements étaient existants et autorisés (notamment par le biais d'un principe de connexité) à une date antérieure, ce sont les prescriptions applicables à une installation déclarée à compter du 11/03/2019 (date du premier APC identifiant ces équipements) qui seront retenues.

Le projet de lettre de suite préfectoral associé au présent rapport veillera à bien spécifier à l'exploitant l'acceptation de cette modification, ainsi que les conditions spécifiées ci-dessus.